

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Règlementation des horaires d'ouverture
des établissements type épicerie de nuit
et de vente à emporter des boissons alcoolisées**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** la Délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** le Code Pénal et notamment les articles R. 623-2 et 446-1 ;
- **VU** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L.3342-1, L.3342-3 relatifs à la protection des mineurs et à la répression de l'ivresse publique, ainsi que l'article R. 3353-5-1 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage ;
- **VU** l'Arrêté Préfectoral modifié du 9 mai 1979 portant création du Règlement Sanitaire Départemental ;
- **VU** l'Arrêté Préfectoral n°2016-I-DEB-I du 21 décembre 2016 portant règlement général de police des débits de boissons dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'Arrêté Municipal n°03/09 du 17 octobre 2003 relatif à la lutte contre le bruit ;
- **VU** l'Arrêté Municipal n°2020-0959 du 27 août 2020 relatif à l'interdiction de la vente de boissons alcoolisées à emporter à partir de 22 heures ;
- **VU** l'Arrêté Municipal donnant délégation de fonction et de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à la « Protection de la population et à la tranquillité publique » ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité de passage dans les rues et autres dépendances domaniales ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de veiller au respect de l'usage normal des voies publiques, de réprimer les bruits, les troubles de voisinage qui perturbent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique conformément à l'article L.2212-2 2° du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT que les ouvertures nocturnes des établissements de restauration rapide et de vente à emporter, des épiceries de nuit, dont l'activité se traduit par un va-et-vient incessant, accompagné d'une consommation à proximité du commerce sur la voie publique, entretiennent et favorisent la présence permanente de personnes, qui génèrent nuisances sonores, et portent atteinte à la salubrité et à la tranquillité publique ;

CONSIDERANT que la présence des consommateurs de ces établissements et de leurs véhicules stationnés de manière anarchique sur la voie publique constitue une entrave à la libre circulation des piétons et des autres véhicules, accentuant les risques d'insécurité routière ;

CONSIDERANT que les rapports et interventions de police, ainsi que les rapports du Centre de Supervision Urbaine de la commune suite aux sollicitations, réclamations ou signalements relatifs aux nuisances sonores, bruits de voisinage et regroupement de personnes liés directement à ces établissements;

CONSIDERANT que la consommation abusive d'alcool contribue à créer des troubles à la tranquillité publique notamment par des nuisances sonores, nuisibles à la santé publique et des atteintes à la commodité de passage ainsi qu'à l'intégrité de l'espace public ;

CONSIDERANT que les nombreux incidents de voie publique constatés par les forces de police tout au long de l'année (appels téléphoniques, courriels, courriers, rixes, ameutements, ivresses publiques et manifestes, entraves à la circulation, dégradations de l'espace public) sont générés par la consommation excessive d'alcool, et plus particulièrement en deuxième partie de semaine, du jeudi soir au lundi matin inclus ;

CONSIDERANT que les régulières interventions des services de police nationale et municipale constatant des phénomènes de délinquance, de troubles à la tranquillité publique (troubles et conflits de voisinage, regroupements sur la voie publique prolongés et tardifs) et d'alcoolisation (conduite en état alcoolique, ivresse publique manifeste, comportement inadaptés sur la voie publique, dégradations de biens) en lien avec la vie nocturne ;

CONSIDERANT que l'atteinte à la salubrité publique par l'abandon quotidien sur ces mêmes lieux de déchets alimentaires, d'emballages et de bouteilles ou de canettes vides ;

CONSIDERANT que le fonctionnement des épiceries de nuit est à l'origine de nombreuses nuisances perturbant la tranquillité des riverains et donnant lieu à des réclamations : claquements de portières des véhicules, regroupements, rixes, bruits de voisinage ;

CONSIDERANT le nombre important d'épicerie de nuit désormais installées sur l'ensemble du territoire communal ;

CONSIDERANT la nécessité de modifier l'arrêté n°VAR2022-0001 en date du 13 janvier 2022.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°VAR2022-0001 en date du 13 janvier 2022 est abrogé.

ARTICLE 2 : La vente de toutes boissons alcoolisées par les titulaires de « licence à emporter » tels que définis à l'article L.3331-3 du code de la santé publique, de toutes boissons alcoolisées des groupes de 2 à 5 telles que définies par l'article L.3321-1 du code de la santé publique est interdite de 22h jusqu'à 6h, sur le territoire de la ville de Montpellier au sein des périmètres délimités ci-après.

Il appartient aux exploitants de ces établissements de prendre toutes les mesures utiles de leur choix (système de bâchage dissimulant les boissons alcoolisées, chaîne interdisant l'accès au rayon des alcools...) visant à mettre hors de portée de la clientèle l'intégralité des boissons alcoolisées pendant les horaires d'interdiction.

ARTICLE 3 : Du 1er juin au 30 septembre ainsi que durant les périodes de congés scolaires dites de Printemps (Pâques) et de la Toussaint, les établissements, visés à l'article 2, titulaires d'une petite ou d'une grande licence à emporter, devront être fermés de 22h jusqu'à 6h, du jeudi soir au lundi matin inclus.

ARTICLE 4 : Ces dispositions concernent le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Secteur 1 : Grand Centre « Ecusson – Beaux-Arts – Salengro – Gare – Arceaux – Las Sorbes »

Rue du Pont de Lattes – Avenue Henri Frenay – Passage de l'Horloge – Allée Jules Milhau – Avenue Frédéric Mistral – Allée de la Citadelle – Place du Onze Novembre - Avenue de Nîmes – Rue Yehudi Menuhin – Rue de Substantion – Rue de la Cavalerie – Rue Proudhon – Rue du 81ème Régiment d'Infanterie – Rue Saint Vincent de Paul – Rue du Faubourg Boutonnet - Rue Moquin-Tandon – Avenue Chancel – Rue de la Croix de Catelan – Rue Auguste Broussonet – Avenue du Père Soulas - Rue de Las Sorbes - Avenue de Lodève - Place Leroy Beaulieu – Rue Guillaume Pellicier – Place Roger Salengro – Rue du Faubourg Figuerolles jusqu'à la Rue François de Malherbes – Rue du Claret – Rue Edouard VII - Place du 8 mai 1945 – Avenue Georges Clémenceau – Place Saint Denis – Rue du Grand St Jean – Place de Strasbourg – Boulevard de Strasbourg – Place Carnot – rue Frédéric Bazille.

Secteur 2 : « Antigone - Don Bosco - Juvénal »

Rue Bastion Ventadour - Place Paul Bec - Boulevard d'Antigone - Boulevard de l'Aéroport International - Carrefour de l'aéroport International - Avenue du Pirée - Place Jean Bene - Rue du Comte de Melgueil - Boulevard de Strasbourg - Rue de Barcelone - Rue Lafitte - Quai Lafitte - Avenue des Etats du Languedoc - Place d'Olympie.

Secteur 3 : « Richter - Jacques Coeur »

Place de la Révolution Française - Allée du Capitaine Dreyfus - Allée de la Méditerranée – Rue Théroigne de Méricourt - Avenue Raymond Dugrand - Rue des Etats Généraux.

Secteur 4 : « Celleneuve - Eurydice »

Rue du Pilory – Avenue des Moulins – Avenue de Lodève - Avenue des Garrats – Avenue de la Liberté – Avenue de Monsieur Teste – Rue Eurydice – Rue Orphée – Rue des Grèzes – Avenue de la Liberté - Route de Lodève.

Secteur 5 : « Saint Martin – Prés d'Arènes »

Avenue du Maréchal Leclerc, Rue Mion Saint Michel, Rue Jean Vachet, Rue de Cherchell, Rue du Grau, Rue Cataplas, Avenue de Palavas.

Secteur 6 : « Croix d'Argent »

Avenue de Toulouse Partie comprise entre la Place du 8 mai 1945 et la Place Flandres-Dunkerque, Rambla des Calissons.

Secteur 7 : rue Costa Brava

Rue Costa Brava complète.

Secteur 8 « « Tournezy – Prés d'Arènes »

Rue de l'Industrie, Rue Nelson Mandela, Place de Tibériade

ARTICLE 5 : Les dispositions prévues aux articles 2 et 3 ne s'appliquent pas aux lieux suivants :

- Terrasses de café, restaurants et autres établissements ayant une activité dûment autorisée,
- Lieux de manifestations locales où la consommation d'alcool est autorisée.

ARTICLE 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la réglementation en vigueur, sans préjudice des mesures de police administrative complémentaires qui pourraient être prises à l'encontre des contrevenants.

ARTICLE 7 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 mars 2024
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 13 mars 2024

Notifié le :

Accusé de réception – Accusé de réception – Ministère de l'intérieur 034-213401722-20240101-258452-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 12 mars 2024 -Réception en Préfecture : 12 mars 2024

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.